



Appui à la Gestion des
Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

kaléidoscope

Dans ce numéro

DEFIS MONDIAUX : Gouvernance

- L'Etat face à la globalisation économique
- Rapport mondial 2009 sur l'éducation pour tous
- Controverses autour des indicateurs mondiaux de gouvernance

GEOGRAPHIES : Guinée

- Développer les filières vivrières en Afrique de l'Ouest : l'exemple du riz en Guinée
- Evaluation des capacités pour l'atteinte des OMD en Guinée
- Accessibilité des services de santé en Afrique de l'Ouest : le cas de la Guinée

DEBATS SUR L'AIDE

- Réduire la pauvreté à l'échelle mondiale : conclusions de l'initiative de Shangaï sur le transfert mondial des savoirs
- Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays en développement
- Aide publique au développement et transition fiscale

A NE PAS MANQUER

- 60 questions, 60 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale
- Commerce et changement climatique
- Les effets ambigus de la libéralisation financière dans les pays en développement

Agendas

**Semaine mondiale de l'eau
Stockholm**

16-22 août 2009

La Semaine mondiale de l'eau est organisée chaque année par le Stockholm International Water Institut (SIWI). Cet évènement mondial a pour but principal de développer les partenariats pour assurer le suivi et la mise en œuvre des programmes internationaux autour de la question de l'eau et du développement. La 19ème édition a pour thème « en réponse au changement global, un accès à l'eau pour le bien de tous ». A cette occasion, le SIWI procède à la remise du prestigieux prix de l'eau qui récompense chercheurs et politiciens pour leurs actions dans ce domaine.

- ▶ **8 -10 juillet** Sommet du G8, L'Aquila, Italie
- ▶ **9 -11 juillet** Colloque sur la valorisation des déchets et de la biomasse résiduelle dans le contexte des PED, CIRAD/CEFREPAD, Ouagadougou, Burkina Faso
- ▶ **13 -14 juillet** Conférence sur la propriété intellectuelle et les défis mondiaux OMPI, Genève, Suisse
- ▶ **13-14 juillet** High-Level Seminar of the Role of Public Investment in Social and Economic development, Government of Brazil/Unctad, Rio de Janeiro, Brazil
- ▶ **13-31 juillet** Comité des droits de l'homme, HCDC, Genève, Suisse
- ▶ **15-17 juillet** Conférence internationale sur le thème de l'égalité, la diversité et l'intégration professionnelle en temps de crise, EOI, Istanbul, Turquie
- ▶ **22 -23 juillet** Atelier Table ronde sur le développement durable, OCDE, Paris, France
- ▶ **28 juillet** Conseil général, OMC, Genève, Suisse
- ▶ **5-8 août** Symposium international sur le développement social (combattre la pauvreté et promouvoir l'inclusion), UNESCO, Bandung, Indonésie
- ▶ **10 août** Journée internationale du souvenir de la traite négrière de l'esclavage et de son abolition, Paris, France
- ▶ **23-28 août** 2ème Conférence mondiale de l'agroforesterie, Nairobi, Kenya
- ▶ **24-28 août** 6ème Conférence internationale sur l'énergie globale et le cycle de l'eau, IGBP, WCRP, Melbourne, Australie

Défis mondiaux

Gouvernance

L'ouvrage

L'Etat face à la globalisation économique : Quelles formes de gouvernance ?

DEMUJNCK, G./VERCAUTEREN, P., EDITIONS DU
SANDRE, 2009, 282 p.
Cote J1.075

La réflexion sur la globalisation attire irrésistiblement le débat vers la question de la gouvernance. Face à l'affaiblissement, l'érosion ou l'assujettissement de l'Etat par rapport à un processus de globalisation qui le dépasse, certains proposent des formes alternatives de gouvernance. Dans ce contexte, le débat sur le rôle de l'acteur étatique se déploie principalement autour de trois axes. Un premier axe explore la piste d'un ordre politique avec moins d'Etat, voire la substitution de ce dernier par d'autres acteurs plus efficaces. Un deuxième axe prône, au contraire, plus d'Etat pour faire contrepoids à des mouvements qui portent atteinte à la cohésion sociale. Un troisième axe, plus nuancé, conçoit l'Etat autrement, comme une instance politique à redéfinir dans sa raison d'être et ses fonctions. Il importe dès lors de réfléchir sur des formes alternatives de ce qu'on appelle désormais "gouvernance". Le présent ouvrage regroupe des travaux de politologues, philosophes, juristes et sociologues sur cette évolution de la conception et du rôle de l'Etat, ainsi que sur la conception alternative souvent avancée de la gouvernance, dans le contexte nouveau d'une globalisation, souvent présentée comme primordialement économique. (Editeur)

Le rapport web

Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2009-Vaincre l'inégalité : l'importance de la gouvernance UNESCO, 2009, 505 p.

Malgré d'importants progrès depuis 2000, des millions d'enfants, d'adolescents et d'adultes demeurent dépourvus d'accès à une éducation de bonne qualité ainsi que des bénéfices qui y sont attachés. Cette inégalité des chances est un obstacle important pour réaliser l'objectif

de l'Éducation pour tous à l'horizon 2015. Qui sont ces individus et ces groupes ? Quels sont les obstacles auxquels ils font face ? Comment la gouvernance peut-elle aider à rompre le cycle du désavantage et de la pauvreté ? Quelles sont les politiques qui marchent ? Les réformes de l'éducation s'intègrent-elles dans un cadre plus large à plus long terme ? La communauté internationale tient-elle ses promesses ? Ce sont là toutes les questions que pose ce rapport. En guise de message, tout semble indiquer que si les gouvernements n'agissaient pas pour réduire les disparités en matière d'éducation par des réformes effectives des politiques, la promesse de l'éducation pour tous (EPT) ne serait pas tenue. Une bonne gouvernance pourrait donc aider à « renforcer la responsabilité, accroître la participation et réduire les inégalités dans l'éducation ».

L'article

Controverses autour des indicateurs mondiaux de la gouvernance

APAZA, C., LA DOCUMENTATION FRANCAISE,
2009, 36-40 pp

La Banque mondiale a créé un ensemble de six indicateurs de la gouvernance mondiale qui permettent de comparer les pays entre eux et d'élaborer un classement annuel de « bonne gouvernance ». Si ces statistiques sont largement utilisées par les investisseurs, l'évaluation de la gouvernance fait, parmi les économistes, l'objet de nombreuses controverses. Beaucoup d'entre eux la jugent peu fiable. Les indicateurs sont en effet construits à partir de données issues de sources parfois très différentes. Ils présentent également un biais majeur dans la mesure où ils sont élaborés à partir de données reposant sur la perception de la bonne gouvernance, dont les critères divergent d'un pays à l'autre.

Géographies

Guinée

L'ouvrage

Développer les filières vivrières en Afrique de L'Ouest L'exemple du riz en Guinée

FONTAN, C., L'HARMATTAN, 2008, 283 p.

Cote PGN.009

Le sujet développé à travers cet ouvrage est véritablement au cœur de l'actualité, avec la flambée des cours des produits agricoles sur les marchés internationaux qui sévit plus durement depuis fin 2007. Cette hausse des prix affecte particulièrement les céréales et les produits de base, et en particulier le riz. Cet ouvrage cherche à réhabiliter le rôle du milieu rural et des filières vivrières dans le processus de développement, pour les pays d'Afrique de l'Ouest et la Guinée en particulier, qui possèdent des ressources naturelles insuffisamment exploitées. L'effet essentiel attendu d'un soutien aux zones rurales et aux productions destinées aux populations locales est, d'abord, de favoriser les cultures vivrières participant activement à la sécurité alimentaire d'un pays, et ainsi de satisfaire un aspect essentiel du développement. Dès lors, ces nécessaires aspects théoriques sont prolongés par une illustration à travers un cas concret, celui du riz en Guinée ; c'est ce qui a permis de montrer que des leviers d'amélioration réels existent pour cette culture.

Le rapport web

Evaluation des capacités pour l'atteinte des OMD en Guinée

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT / REPUBLIQUE DE GUINEE, 2008, 92 p.

Le présent exercice d'évaluation des capacités pour la gestion du développement en Guinée vise à poser les jalons permettant au pays de mobiliser d'importantes ressources extérieures, et de les gérer de façon efficiente afin d'atteindre les OMD. Dans le cadre de ce travail, trois

départements ministériels ont été ciblés à cause du rôle clé qu'ils jouent directement dans la gestion du développement. Il s'agit du ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, du ministère de la Fonction publique et du ministère du Contrôle économique, de l'Ethique et de la Transparence. L'exercice a consisté principalement en une évaluation et analyse critique de l'ensemble de la sphère d'intervention publique, de la gestion des ressources humaines, des principales fonctions de gestion de l'économie et du rôle de la gouvernance et de la participation dans le développement économique. Les forces et les faiblesses qui ressortent du diagnostic établi par la mission au niveau de ces quatre points sont présentées dans ce rapport. Au niveau politique, la situation demeure tendue et incertaine malgré quelques points positifs.

L'article

Accessibilité des services de santé en Afrique de l'Ouest : le cas de la Guinée

DOUMBOUYA, M.L., UNIVERSITE LUMIERE LYON 2, 19 p.

Dans cet article, l'auteur étudie les conditions d'accès des populations, notamment les plus démunies, aux soins de santé. Il s'appuie sur les résultats de l'Enquête intégrée de base pour l'évaluation de la pauvreté en Guinée (EIBEP, 2002-2003), réalisée par le gouvernement guinéen et la Banque mondiale. L'auteur démontre qu'en dépit d'une nette amélioration de l'offre de santé faisant suite à l'application de l'initiative de Bamako (1987) et l'essor croissant des mutuelles d'assurance, de nombreux obstacles persistent : dysfonctionnement institutionnel, mauvaise qualité des prestations, clientélisme dans les centres de soins, etc. Le desserrement de ces étau permettra de pallier l'essoufflement de la politique de santé en place et d'inscrire les réformes dans la continuité. Un engagement soutenu de l'État est suggéré pour consolider les infrastructures hospitalières et favoriser un bon fonctionnement du système de santé national.

Débats sur l'aide

L'ouvrage

Réduire la pauvreté à l'échelle mondiale : conclusions de l'initiative de Shanghai sur le transfert mondial des savoirs

MORENO-DUDSON, B., WORLD BANK, 2009, 269 p
Cote R3.202

Cet ouvrage tente d'apporter une contribution à un ensemble plus vaste de connaissances actuelles en rapport avec la réduction de la pauvreté et l'efficacité de l'aide. Le but visé est d'enrichir les connaissances des spécialistes du développement sur les accomplissements observés sur la voie de la réduction de la pauvreté et les facteurs qui sous-tendent ces réalisations. Chacun des chapitres de cet ouvrage tire des enseignements d'un sous-ensemble d'études de cas préparées suivant diverses dimensions de la pauvreté qui mettent l'accent sur des facteurs d'exécution tels que l'engagement et le leadership, l'innovation institutionnelle, l'apprentissage et l'expérimentation et les catalyseurs externes. Au lieu de recommander des solutions particulières ou des pratiques optimales, le livre transmet des résultats clés tirés des exemples choisis à dessein et en propose un récit thématique.

Le rapport web

Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays en développement 2009 : versements, engagements, indicateurs par pays

COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT, 2009, 276 p

Ce rapport fournit des données détaillées sur le volume, la provenance, les types d'aide et d'autres apports de ressources attribués à chacun des pays en voie de développement. Les données statistiques couvrent les apports d'aide publique au développement et les autres financements publics et privés fournis à chaque pays bénéficiaire par chacun des pays membres du Comité d'aide au

développement de l'OCDE, par les organismes multilatéraux ainsi que par d'autres pays donateurs. Des indicateurs socio-économiques de base sont présentés pour mémoire. Le suivi des flux financiers et de leur répartition est un aspect important du programme de travail du Comité d'aide au développement. Le Groupe de travail du CAD sur les Statistiques rassemble des statisticiens de l'aide internationale pour regarder comment les statistiques répondent aux questions-clés du développement.

L'article

Aide publique au développement et transition fiscale

ATTILA, G. / CHAMBAS, G. / COMBES, J-L.,
CENTRE D'ETUDE ET DE RECHERCHES SUR
LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL, 2009, 21 p.

Cet article analyse l'impact de l'aide publique au développement sur la transition fiscale dans les pays en développement. Après avoir construit des indicateurs qualitatifs de transition fiscale et envisagé les mécanismes par lesquels l'APD affecte l'adoption d'une réforme de transition fiscale, on utilise un modèle non linéaire de probabilité pour évaluer la probabilité d'adoption d'une réforme de transition fiscale et dégager l'effet de l'APD. De ce modèle estimé sur un échantillon de 106 pays en développement sur la période 1980-2005, il ressort, après contrôle par des facteurs structurels et correction du biais d'endogénéité, que l'APD favorise le succès de la transition fiscale. Ce résultat est « robuste » à différentes spécifications de la définition de l'aide et de la transition fiscale. (Auteurs)

A ne pas manquer

L'ouvrage

60 questions, 60 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale

MILLET, D. / TOUSSAINT, E., SYLLEPSE, 2008, 390 p
Cote F1.065

Ce livre répond à différentes objections. Une fois libérés de leur dette extérieure, les pays ne risquent-ils pas de retomber dans le piège d'un endettement insoutenable ? Les régimes dictatoriaux et corrompus ne vont-ils pas profiter d'une annulation de la dette ? Les contribuables des pays du Nord ne vont-ils pas faire les frais d'une annulation ? Chine, Amérique latine, fonds souverains, fonds vautours, quel rôle pour ces nouveaux acteurs de premier plan ? Le remplacement de la dette publique externe par la dette publique interne constitue-t-il une solution ? Quels liens entre la dette et la crise alimentaire mondiale qui a commencé en 2007-2008 ? Les auteurs montrent que l'annulation de la dette, condition nécessaire mais non suffisante, doit être accompagnée d'autres mesures. Ils posent aussi la question : qui doit à qui ? et soutiennent ainsi la demande de réparations.

Le rapport web

Commerce et changement climatique

OMC/PNU, 2009, 212 p

Ce rapport donne un aperçu des principaux liens entre le commerce et le changement climatique en se fondant sur un examen de la littérature existante et des politiques nationales pertinentes. Il commence par un résumé de l'état des connaissances scientifiques sur le changement climatique actuel et futur, sur ses effets et sur les options disponibles pour faire face, par des mesures d'atténuation et d'adaptation, aux problèmes qu'il pose. Cet examen des éléments scientifiques est suivi d'une analyse des aspects économiques de la relation entre le commerce et le changement climatique. Ces deux parties servent de contexte à l'analyse détaillée, dans la suite du rapport, des politiques commerciales et climatiques adoptées aux niveaux international et national. Le rapport traite ensuite des réponses internationales au changement climatique et décrit les efforts déployés au niveau multilatéral pour réduire les émissions

de gaz à effet de serre (GES) et pour faire face aux risques liés au changement climatique. Il examine en outre le rôle des négociations en cours sur le commerce et l'environnement dans la promotion du commerce des technologies d'atténuation. Enfin, ce rapport passe en revue les politiques et mesures nationales qui ont été adoptées par plusieurs pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et accroître l'efficacité énergétique. Il expose les principales caractéristiques de la conception et de l'application de ces politiques et donne un aperçu des règles de l'OMC qui peuvent avoir un rapport avec ces mesures.

L'article

Les effets ambigus de la libéralisation financière dans les pays en développement : croissance économique ou instabilité financière ?

BEN GAMRA, S. / CLEVENOT, M., CNRS, 2008, 24 p.

Ce papier tente de comprendre la coexistence d'une littérature favorable à la libéralisation financière et une approche nettement plus critique et tente de concilier les deux courants. Les effets favorables de la libéralisation financière sur la croissance économique et les effets défavorables des crises financières sont souvent intimement liés à travers l'existence de cycles financiers. L'hypothèse centrale est que la libéralisation accroît l'instabilité financière et que c'est cette relation négative entre les deux phénomènes qui réduit l'apport favorable de la libéralisation sur la croissance. Plusieurs arguments théoriques sont présentés à l'appui de ces relations liant la libéralisation financière, l'instabilité et la croissance, qui sont ensuite testés avec succès sur un échantillon d'une vingtaine de pays en développement durant la période (1980-2002). Enfin, cette analyse montre qu'une politique de libéralisation financière destinée à promouvoir le développement financier et la croissance ne doit pas se faire dans n'importe quel environnement économique et institutionnel.

Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : Foncier

- GEOGRAPHIE : Yemen

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) n Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

Directeur de la publication : Jean-Michel SEVERINO

Responsable de la rédaction : Céline ABOUT

Coordination : Chantal SARALLIER, Hadj LAKHAL

Réalisation : Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Chantal SARALLIER

Graphisme : Solange MUNZER • **Saisie/mise en page :** Marcelle LARNICOL

ISSN 1776-1069

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43